

VIEILLE BRANCHE - ÉPISODE 36

Monique Chemilier-Gendreau

“Le vrai débat est rare et c'est vrai qu'à d'autres époques où il y avait moins de moyens de communication. Il y avait peut être autant et même plus de débat.”

Aujourd'hui, on se rend chez Monique Chemillier-Gendreau. Elle habite un appartement où les objets racontent tous ses voyages. Monique Chemilier-Gendreau est juriste. Elle a plaidé devant la Cour internationale de La Haye plusieurs fois et elle réfléchit surtout depuis des années à une question qui nous concerne tous : Comment on fait pour avoir une société juste et bonne où la démocratie veut encore dire quelque chose ?, C'est une femme qui lutte avec ses armes, le droit et vous allez l'entendre. L'intime, c'est pas trop truc, son terrain de jeu favori. Ce qui l'anime, c'est plutôt la question la plus difficile de tous les temps : Comment est ce qu'on fait pour vivre tous ensemble?

INTRO

Bonjour Monique Chemilier-Gendreau. Vous êtes née en 1935 à Antananarivo, à Madagascar. De votre histoire privée, c'est à peu près tout ce que je sais. Vous épancher sur votre parcours personnel Ce n'est pas forcément votre habitude. J'ai pourtant quelques informations. Vous êtes agrégée de droit public et de sciences politiques. Vous êtes aussi une figure du droit international. On vous a vu plaider devant la Cour internationale de justice à La Haye, dans l'affaire qui a opposé, par exemple, la République démocratique du Congo à la Belgique. Ou dans celle du mur d'Israël dans les territoires occupés de

Palestine. Vous avez aussi un rôle de de consultante auprès de l'Unesco. Et toutes ces positions, ça vous a donné un poste d'observation qui a conduit nombre de vos réflexions autour de la démocratie, de la loi, de la violence, du rapport de la loi à l'État, de la violence à l'État. Réflexion que vous avez partagée dans de nombreux ouvrages. Le dernier vient d'être publié, je l'ai sous la main. Il dresse un constat assez terrible sur nos démocraties qui n'en sont pas. Mais il n'est pas exempt d'espoir. Ça s'appelle *Régression de la démocratie et déchaînement des violences*. Vous êtes aussi membre du Tribunal permanent des peuples. Vous avez participé en 93 à la création de l'Association européenne des juristes pour la démocratie et les droits de l'homme dans le monde et vous avez donné des cours un peu partout, du Québec à l'Algérie en passant par la Palestine, le Vietnam, le Sénégal, l'Argentine. Bref, votre dimension internationale n'est plus à raconter, avant d'évoquer tous ces sujets brûlants, avant d'évoquer la démocratie qui parfois brûle elle aussi. On va commencer par le début. Quand est ce que vous situez le début de votre vie? À quand remonte vos premiers souvenirs ? J'imagine que c'était à Madagascar.

Mes premiers souvenirs sont ceux de mon entrée à l'école primaire. À l'école, c'était les sœurs du Sacré-Cœur de Jésus Madagascar. Petite école qui était proche de là où nous habitions et où j'ai fait mes premiers pas en classe.

Vous êtes née en 1935. Vous avez vécu la guerre depuis Madagascar?

Oui, pour une raison très simple. Nous avons été pris par la guerre là-bas. Mes parents auraient dû rentrer en 40 ou 41 d'après le séjour qui avait été programmé

pour eux. Évidemment, évidemment, Madagascar était pris dans le blocus à ce moment là parce que les Japonais, alliés des Allemands, la marine japonaise, patrouillaient dans l'océan Indien et que jusqu'au débarquement des Anglais qui n'a été qu'en 1942, la marine, des alliés, c'est à dire françaises, etc. ne se lançait pas au combat naval avec les Japonais. Donc, l'île a été sous blocus. Il n'y avait plus de communication. C'est très compliqué parce que nous, on était espèce de paradis. Paradis dans l'isolement. Mais l'île est riche. Elle était très riche. Elle était moins peuplée à l'époque. Et la mal gouvernance, Maintenant on en a fait un pays horriblement pauvre. Mais c'était un pays riche, qui a beaucoup de ressources. Et pendant la guerre, les colonisateurs français, qui étaient d'habiles administrateurs, avaient su gérer les ressources de l'île, au profit d'abord des Français, mais pas uniquement. À part dans le Sud, où il y avait eu un peu de famine à cause de la sécheresse. Pour le reste, nous n'avons pas souffert de privations graves pendant la guerre. Mais évidemment, notamment, mes parents souffraient beaucoup d'être coupés complètement de toute relation de leur propre famille. On avait quelques télégrammes de la Croix-Rouge de temps en temps pour savoir s'ils allaient bien, mais c'était évidemment une épreuve pour eux. Mais moi, j'ai eu une enfance très, très heureuse, très insouciant, mais pas forcément aveuglée parce que c'est quand même pendant cette enfance malgache que j'ai pris conscience des inégalités, de la discrimination. Pour vous donner un exemple, cette école des Sœurs du Sacré-Cœur de Jésus pratiquait la discrimination raciale. Il y avait une classe pour les petites blanches, une classe pour les petites Malgaches et ça, c'était assez révoltant pour une gamine comme moi parce que j'avais des petites copines du quartier avec qui j'arrivais à l'école, des petites Malgaches, et nous

étions séparées, y compris pendant la récréation. Et donc moi, la discrimination a éveillé en moi une révolte. Pourquoi Sur ce critère là, cette séparation là ? ça apprend beaucoup.

Vous êtes quelqu'un de très engagé. On l'a un peu entendu en introduction. Vous avez un souvenir de votre premier engagement? En tout cas, de ce qui vous a poussé la première fois à prendre parti.

Alors, à part cette enfance où j'étais quand même pas d'accord avec cette discrimination, je l'avais exprimé fortement.

Auprès de qui? Auprès de vos parents?

mes parents, les bonnes sœurs en question etc. , mais c'était des réactions d'enfants. J'avais eu 8, 9, 10 ans je ne sais plus exactement et l'autre chose marquante qui a probablement été pour beaucoup dans la suite de mon évolution idéologique et théorique, ça a été que en 1956, j'étais en deuxième ou troisième année de mes études de droit. L'un des professeurs nous avait conseillé très vivement pour le droit international de suivre les cours de l'Académie de droit international de La Haye.

Cette académie, qui existait après la guerre, qui a commencé à exister après la guerre et qui existe toujours aujourd'hui, offre tous les étés à des étudiants du monde entier, pendant quelques semaines, des cours très intéressants faits par différents professeurs de différents pays. J'y vais en L'été 1956, et c'est le moment où Nasser décide la nationalisation du canal de Suez. Ce fameux canal de Suez fait quand même par un Français, construit par un Français, Ferdinand de Lesseps, et qui était un joyau du colonialisme franco-britannique puisque l'Egypte avait été une colonie britannique et que le

canal était administré par les Occidentaux. Nasser fait un discours très éloquent, c'était un brillant orateur et il décide la nationalisation du canal de Suez. Le discours de Nasser retentit et à l'Académie de droit international Parmi les étudiants dont j'étais, mais aussi parmi les profs. Là, la dispute se crée, se tend,, les débats étaient passionnés à la sortie des cours et il y avait vraiment les partisans du Tiers-Monde et approuvant la position de Nasser et ceux qui soutenaient ce qu'a été l'intervention franco britannique et le rôle d'Israël dans tout ça. Avec l'espoir fou de garder le canal de Suez sur un argument qui était : mais les Egyptiens ne sauront pas le gérer. Le canal va s'abîmer et on ne pourra plus passer par là. Ce sera une régression, etc. Ce qui, évidemment, était des arguments stupides. Ça, il n'y a pas de doute que ça a été très déterminant ensuite dans mon parcours.

Ce moment de débats aussi J'imagine, vous avez formé votre opinion après avoir entendu trouver tout le monde exprimer ses idées.

Il fallait forger les arguments parce que les pro-occidentaux, les partisans du maintien du canal dans le giron de la France et de la Grande-Bretagne étaient virulents. Donc ça apprenait la technique du débat.

Oui, parce que c'est quelque chose sur lequel vous insistez dans Régression de la démocratie déchaînement de la violence, que pour une démocratie le conflit est non seulement inhérent, mais il est absolument nécessaire.

Ce que je veux dire par là, c'est que je considère que toutes ces techniques dont on a fait l'identité de la démocratie ne la résume pas, ne l'achève pas, sont nécessaires, mais pas suffisants. Alors, pourquoi? Et

qu'est ce qu'il y a après? Ce qui fait la démocratie, Et ça, on ne le dit pas. Au contraire, on le masque, on le contredit. C'est la conflictualité c'est le dissensus, c'est l'hétérogénéité sociale. Or, on nous a vendu pendant longtemps les vertus du consensus. Allez, allez, on est tous d'accord. Et donc, un bon orateur réussit à convaincre son public. Tout le monde va suivre comme des moutons et on aura du consensus et on sera content. Non, c'est pas ça. la démocratie et les grands esprits qui ont travaillé à la démocratie à travers les siècles. Après, il y a eu l'expérience d'Athènes, après pendant la Renaissance en Europe. Vous avez des gens qui ont beaucoup réfléchi à tout ça, à quelqu'un comme Machiavel, qui avait écrit des choses passionnantes sur ce qu'il appelait le tumulte de Florence, la nécessité du tumulte, c'est à dire de ce combat d'idées entre les grands et le peuple, ce Combat d'intérêts, et on a donc cette nécessité, non pas de se retrouver tous d'accord, ça n'a pas beaucoup de sens, mais ça veut dire qu'on pas beaucoup réfléchi quand même. Parce que qu'il y a vraiment Pas de raison que la diversité des humains que nous sommes, on arrive à être tous d'accord. Il est important pour que la démocratie fonctionne, qu'elle soit vivante, quelle qu'elle donne au peuple. Un sentiment de satisfaction, le sentiment de former une communauté politique et d'en avoir la maîtrise. Il est très important d'assumer que la démocratie, c'est la conflictualité et je trouve très dangereux, C'est un peu l'idée qui est au cœur de ce livre, extrêmement dangereux actuellement Ce repli mortifère dans tant de pays, y compris le nôtre, d'une recherche vers une homogénéité sociale, ethnique, religieuse, etc. Avec, Regardez ce que là on avait tenté La déchéance de nationalité qui rejette du corps social des gens qui en faisaient partie.

Je trouve que le débat sur le voile en France il résume très bien ça, parce qu'il y a des deux

côtés des gens qui disent je suis d'accord, je suis pas d'accord avec le fait qu'une femme porte le voile. Mais la question, elle, pose pas sur le fait d'être d'accord avec le fait qu'une femme porte le voile, elle est faite sur le fait d'accepter qu'elle vivait dans le même espace que moi. Sauf que tout ce qu'on lit dans les débats, c'est : "moi Je pense que c'est de la soumission. Je ne pense pas que c'est de la soumission." Au fond, on s'en fiche.

Oui, mais oui, c'est pas le problème. le problème est est-ce qu'on accepte de partager la communauté politique avec des gens différents et donc d'affronter ces différences, puis d'essayer de trouver des solutions après. Après, c'est vrai que le législateur ou l'administrateur doit gérer la société plurielle et ça n'est pas facile. C'est plus facile de gérer une société homogène, mais une société homogène, ce n'est pas la démocratie.

Vous disiez avant qu'on commence l'entretien, que ce livre était parti, Il ne devait pas parler de démocratie Au début, il devait parler de la violence et de la loi et du rapport du violent, de la violence à la loi. Vous parlez de la violence actuelle et quand on vous lit, on a l'impression que le monde est plus violent aujourd'hui qu'il l'était il y a cinquante ans. Il y a quinze ans, c'est ce que vous dites?

Oui, alors je ne sais pas s'il est plus violent. Il est plus menaçant. Ça, c'est très difficile parce que les historiens se penchent là dessus. Mais les conclusions ne sont pas faciles à tirer. L'Humanité a toujours eu des tendances barbares dans l'histoire de l'humanité. Il y a eu des guerres horribles, du pogrom et des génocides. Donc, je ne sais pas si on peut dire plus ou moins ce que je peux dire, en tout cas, c'est que nous

sommes dans une société ultra militarisée. Et ça, c'est nouveau.

Vous dites que c'est avec les GAFA, le complexe industriel militaire est celui qui, financièrement, est le plus fort?

Bien sûr.

Bien sûr, nous sommes... Le capitalisme est un capitalisme militarisé, mais ses actions, cet argent du capitalisme. Il va effectivement vers les progrès technologiques et notamment les GAFA. Toutes les technologies nouvelles. Mais il va parallèlement sur les industries d'armement qui rapportent énormément. Et vous le voyez bien, regarder la politique étrangère des pays européens, elle est entièrement conditionnée par les ventes d'armes.

Puis, on le voit même au niveau d'un budget d'Etat comme celui de la France, on baisse partout, sauf sur les dépenses militaires.

Et ce sont des choses qui sont très peu contrôlées par les parlements, très peu contrôlés, c'est entre les mains des exécutifs.

Et donc, c'est pour ça que le monde est de plus en plus dangereux. Et c'est terrible parce que les travailleurs qui travaillent dans ces industries. Donc le peuple, si vous voulez, est prisonnier de ça parce qu'on le menace. Vous ne voulez plus vendre d'armes, c'est la crise économique, c'est le chômage. Il est vrai, dans un pays comme la France, tout d'un coup, la France interdisait de vendre des armes, il y aurait un tournant économique à prendre assez difficile.

Donc, il faudrait parler de ça. Il faudrait amorcer la décrue des armements. Il faudrait porter les efforts économiques. Il vaudrait mieux construire des camions pour transporter les nourritures dans les

régions d'Afrique qui n'en reçoivent pas que de construire des chars ou des lance missiles, mais simplement que ce sont des reconversions industrielles qui sont très onéreuses. Donc, il faudrait en parler, avoir un plan et surtout mutualiser les efforts, que ça ne porte pas uniquement sur les travailleurs de ces, industries.

Vous parlez aussi beaucoup du rapport de la violence avec l'Etat. L'Etat qui, selon Max Weber, a le seul qui a le monopole de la violence légitime. On l'a vu ces derniers mois, cette dernière année. Cette violence légitime s'exercer dans les rues, dans les rues de France. Et j'ai appris quelque chose dans votre livre que je sais que je ne savais pas du tout. Vous dites les meurtres diminuent en France, les vols diminuent en France. La sécurité est plutôt en bonne voie depuis une bonne vingtaine d'années et c'est des choses sur lesquelles on ne communique jamais alors qu'on pourrait se dire...

Non, Ily a pas intérêt à le dire. Il y a intérêt de dire un peu pour s'en féliciter, mais pas trop. Parce que si ça va mieux, on a plus besoin de la police. Les gouvernants gouvernent par la peur. Et ça, c'est terrible. Au lieu de gouverner dans la confiance, on gouverne par la peur. Il y a tout un retour culturel à faire.

CHAPITRE

Bon, oui, j'ai lancé un débat sur le voile en plein épisode de vieille branche. C'était audacieux, je le reconnais. J'en retiens cependant cette idée essentielle qui fait du conflit, du conflit maîtrisé, de la différence et de son acceptation la condition même d'une démocratie qui vit. Dans son livre Régression

de la démocratie et le déchaînement de la violence, Monique Chemilier-Gendreau insiste aussi pour dire qu'on confond beaucoup trop souvent nation et peuple. Elle s'en explique.

Mais en quoi ce repli identitaire, en quoi cette allégeance à la nation, ou En tout cas, de défendre la nation? Ça va contre la démocratie, contre le peuple ?

Si Vous aussi, vous acceptez ma définition de la démocratie que je partage quand même avec beaucoup de gens. Si la démocratie, c'est véritablement l'hétérogénéité sociale, c'est la conflictualité, c'est l'acceptation de tous. C'est les mêmes droits pour tous. Si c'est ça la démocratie, alors évidemment, ça ne va pas avec le repli nationaliste. Parce que le repli nationaliste, forcément, il entraîne la discrimination. C'est la dérive terrible dans laquelle est entraîné Israël depuis des années. Israël, qui se prétend la seule démocratie du Proche-Orient et qui, du point de vue formel par rapport aux recettes dont je parlais tout à l'heure, est effectivement une démocratie. Mais simplement qu'Israël, dans une obsession d'homogénéité sociale, est évidemment un pays absolument pas démocratique, puisque même les Arabes devenus Israéliens au moment du partage sont discriminés, y compris dans les lois.

Les lois israéliennes. Donc, on a là une difficulté considérable, mais avec une responsabilité politique et idéologique des dirigeants terribles... au moment de la crise des sans papiers de Saint-Bernard. J'ai été très engagée dans ce mouvement parce que j'avais fait partie du Collège des médiateurs pour les Africains sans papiers. C'est une période. Ça remonte à presque vingt ans, pas loin de vingt ans. C'était un mouvement très intéressant. Les sans papiers, des sans papiers

environ 300 avaient surgi tout d'un coup dans une église, l'église Saint-Ambroise, en disant on en a assez d'être dans la clandestinité. On cherche pas à être des clandestins. On est en France depuis longtemps. On travaille, on a des feuilles de paye, on paye même des impôts. Mais, on n'a pas de papiers, donc nous, on veut des papiers. Et Ariane Mnouchkine la metteuse en scène du Théâtre du Soleil. A ce moment-là, il n'y avait pas de spectacle à la Cartoucherie. Pendant quelques semaines, elle avait dit Je les héberge. Le curé de Saint-Ambroise ne voulait plus les accepter. Ils sont donc arrivés à la Cartoucherie et Ariane, Une fois que les avait accepté la Cartoucherie, il fallait bien qu'elle trouve une solution. Elle avait eu l'idée de créer un collège des médiateurs qu'elle a désigné elle même. Elle a fait appel à des gens qui étaient des anciens résistants et qui, la plupart, sont décédés aujourd'hui. Mais c'est un groupe formidable. Il y avait Pierre Vidal-Naquet. Ily avait Laurent Schwarz, Raymond Aubrac et Lucie Aubrac et Germaine Tillion, Jean-Pierre Vernant. Vraiment toutes les grandes figures de la Résistance qui existaient encore. Elle y avait ajouté deux ou trois juristes dont j'étais, quelques représentants des églises, des catholiques, protestants, etc. Pour faire un collège, on est 30 ou 40.

Et c'était Stéphane Hessel, notre porte parole, et notre mission était d'essayer d'obtenir la régularisation de ces 300. C'était le gouvernement Juppé avec Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur. On n'a rien obtenu. On s'est battu. On est allé au ministère des quantités de fois. Stéphane Hessel avec sa belle stature, l'ambassadeur de France, sa cordialité, son affabilité légendaire. Se démenait comme il pouvait pour convaincre le pouvoir de donner des papiers à ces trois cents. Mais le pouvoir ne voulait pas avec l'argument fallacieux de l'appel d'air. Si on donne des papiers à ces 300 là, il y en aura

trois mille, 30 000, etc. Et donc, ils ont finalement , nous ont fait lanterner pendant quelques semaines. Et puis, un beau jour, ils nous ont appelé pour nous dire voilà, les décisions sont prises et on avait 40 régularisés sur les 300.

C'est affreux.

**Comment ? ils avaient étudié les dossiers.
C'était au hasard ?**

Ils avaient étudié les dossiers sur des critères étroits. Nous, on avait dit voilà, on est d'accord sur les critères. Moi, je suis beaucoup plus, comment dirais-je, je vais beaucoup plus loin sur ce dossier que n'allaient mes collègues à l'époque. Moi, je pense qu'il faut ouvrir les frontières. Ça n'a pas de sens et je peux dire pourquoi. Mais j'étais avec un groupe. On essaie d'avoir une position commune. On avait décidé qu'on demande au gouvernement d'appliquer des critères, mais on avait mis un dernier critère qu'on appelait le critère balais, C'est à dire un critère très large. qui permettait de régulariser très largement. le gouverneur, n'a pas fait ça, Il a employé des critères très étroits. Il nous en a régularisé 40. Les sans papiers, qui n'étaient plus entre temps chez Ariane Mnouchkine parce qu'elle avait un autre spectacle, se sont réfugiés dans un local de la SNCF qui était inoccupé, qui était à Pajol, dans le 19ème arrondissement. Et de là, ils sont allés à l'église Saint-Bernard où là, il y avait un curé formidable qui les a accueillis. Et c'est là que pendant l'été, Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur, a décidé de les virer en envoyant les forces de police Le matin, des CRS avec à coups de bélier pour défoncer la porte de l'église. Et ça a été un moment très important dans Les combats et c'était incroyable de voir à quel point ces gens étaient bien plus connaisseurs de la France et des Français que nous nous étions, que nous ne les

connaissances. Il y avait un regard déséquilibré. D'abord, c'étaient des gens des anciennes colonies. Et puis, parce qu'ils étaient en France depuis longtemps et nous, on était dans....Les Français en général étaient dans une ignorance terrible. Et alors, Ce que j'ai reproché au pouvoir à ce moment-là. Mais mon reproche reste permanent. Il est le même parce que la situation n'a pas changé. Le pouvoir joue là dessus. C'est une sorte de leviers du pouvoir pour se maintenir. On fait peur en faisant croire qu'il y aura un appel d'air; qu'ils seront nombreux, qu'ils viendront en masse, et on reste sur cette ligne.

Je me souviens de débats après quand le gouvernement, le gouvernement Juppé est tombé, Jospin est venu, lui, comme premier ministre et c'était Jean-Pierre Chevènement, le ministre de l'Intérieur. Mais les restrictions mentales restaient les mêmes.

Je me souviens de débats avec plusieurs responsables politiques de l'époque et chaque fois que je leur disais enfin, faites de la pédagogie, expliquez à la population française qu'il n'y a aucun danger, ni de véritable danger d'invasion, ni de danger, que ces gens là leur prennent leur travail ou leur prennent quoi que ce soit. Parce que d'abord, quand vous avez un apport de population, ça redéveloppe la dynamique et des richesses. Si vous avez vu tout d'un coup 300 Maliens qui s'installent dans un quartier périphérique d'une ville, il faut construire des logements. Il faudrait ouvrir une école. Il y a des commerces qui vont marcher. C'est à Dire que toute présence, tout apport de population crée sa dynamique. On ne prend pas. Au contraire, ça fait une sorte d'élan qui repart. Donc, tout ça est faux. Quant à l'invasion, mais enfin, les gens ont envie de rester chez eux. Dans toutes les

populations, il y a des partis qui ont envie de s'expatrier, mais qui sont minoritaires.

Vous croyez pas qu'avec le dérèglement climatique, sans parler d'invasion,...

Si vous voulez, c'est ce que nous faisons, nous les Occidentaux, à la pointe de cette civilisation qui déclenche les mouvements, qui ne sont pas du des mouvements volontaires, mais des mouvements contraints. Pourquoi les gens fuient les pays en guerre? Et regardez ce que nous avons fait... Parce qu'enfin Sarkozy a été pour beaucoup, avec la Libye, à décider comme ça par des bombardements dans lesquels nous, on a eu zéro mort, de détruire complètement la Libye, de faire sauter Kadhafi et de mettre fin à son régime sans se demander qu'est ce qu'on mettait après ? Qu'est ce qu'on faisait de cette population ? Comment régler les problèmes politiques? on a instauré le chaos. On a ouvert à tous les vents les arsenaux de Kadhafi et les djihadistes du monde entier viennent se servir dans les arsenaux de Kadhafi. On a déstabilisé la Libye, on a entraîné des réfugiés en nombre considérable en Tunisie et le résultat, évidemment, ça déclenche un afflux d'immigrés. Ça, c'est de notre fait. Ce n'est pas. Ce ne sont pas des mouvements spontanés. Il n'y a pas de danger d'invasion si nous ne la déclenchons pas. Donc, il y a une réflexion à mener sur les politiques. Sans compter, bien entendu, les déséquilibres économiques qui sont une vieille histoire.

et cette histoire de dérèglement climatique...

Ça, c'est le chapitre à venir, il n'y a pas de doute que des pénuries d'eau, par exemple, vont entraîner des déplacements de population considérables. On le sait, il faudrait mieux anticiper et essayer de repenser le partage. Donc, tout ça, si vous voulez pour moi, qui suis quand même principalement sur les questions

internationales et sur le droit international. Ça suppose une révision drastique des normes qui gouvernent le monde actuellement, qui sont très faibles. Et il faut vraiment qu'on commence à mettre en forme juridique la notion de bien commun mondial.

Et justement. Justement, c'est là où je voulais en venir. Vous avez un profil très international. Le dérèglement climatique devrait arriver, En tout cas, si on est optimiste à créer ce que vous appelez de vos vœux et qui n'existe pas : une communauté internationale, une communauté d'intérêts communs qui serait tout simplement la survie.

Oui, mais vous avez à cela plusieurs obstacles. Vous avez d'abord l'obstacle de l'aveuglement puisque vous avez à des niveaux de très hauts dirigeants comme Bolsonaro ou comme Trump, avec des gens qui nient l'évidence scientifique du dérèglement climatique, donc déjà c'est très lourd parce qu'il faudrait qu'au moins la communauté mondiale soit d'accord sur le constat pour qu'on puisse débattre de la norme à inventer. Si on n'est pas d'accord sur le constat, il n'est pas besoin de normes, évidemment, pour ceux qui sont dans le négationnisme.

Vous le dites que la communauté mondiale, pour l'instant, ça n'existe pas et ça n'a jamais existé.

Non, ça n'a jamais existé . L'ONU a raté complètement cet aspect là des choses parce que l'ONU a été fondée sur une hypocrisie quand même. Les grandes puissances qui avaient gagné la Seconde Guerre mondiale se sont fait passer à peu de frais pour des États vertueux. Puis il y avait les grandes figures, Roosevelt, Churchill, de Gaulle, de Gaulle qui

fut admis à leur table avec des réticences. Mais voilà, on avait l'impression qu'il y avait dans le monde des grands peuples avec des grands dirigeants qui avaient la grande vertu d'avoir gagné la guerre contre les ennemis qu'étaient le nazisme et le fascisme, et que donc, ces gens là étaient capables de construire un monde nouveau, vertueux. Ce n'était pas ça du tout. Parce que derrière tous ces grands personnages, il y avait des égoïsmes nationaux considérables, des désirs de puissance bien maintenues, des volontés de garder leurs colonies pour la France et la Grande-Bretagne tout à fait clair. A ce moment là, en 45, et donc, on a créé les Nations unies avec des apparences comme ça, de vertu, de belles idées. Les peuples du monde vont se donner la main

En donnant un droit de veto à cinq pays.

D'ailleurs,... Vous parlez de l'éducation, vous dites Je ne vois pas tellement d'autres choses que l'éducation pour créer une communauté mondiale ou en tout cas pour arriver à autre chose.

Ben moi, mon éducation, elle a fait que j'étais assez fière de faire partie de cinq pays qui avaient un droit de veto. Vous voyez ce que je veux dire ?

Oui je vois, je vois, je vois. Et en lisant votre livre, je me dis mais évidemment que c'est d'une injustice absolument abyssale. C'est fou !

Oui, parce que ça fait une aristocratie, c'est pas une démocratie. Qu'est ce que c'est qu'une institution dans laquelle les dirigeants sont nommés à vie, Sont auto-nommés, ils se sont nommés eux mêmes à vie Membres permanents, parce que dans la Charte, toute réforme de la Charte nécessite le vote des cinq membres permanents. Donc, ça risque pas de changer. Et donc, c'était ça l'aristocratie. Les

aristocrates étaient aristocrates à vie, de père en fils. Parce qu'ils étaient nobles.

Et il a fallu la nuit du 4 août pour faire tomber les privilèges , or là, Vous avez cinq pays qui sont en plus les détenteurs de la bombe nucléaire, alors ils l'ont partagé avec deux ou trois autres, mais ils comptent bien ne pas la partager trop. Vous avez donc un club qui vit sur quelque chose de complètement dépassé, Ça fait soixante dix ans maintenant que tout ça est fini parce qu'ils ont gagné la Seconde Guerre mondiale. Ils ont quelque mérite, de la gagner. Ça leur donne ad vitam eternam le bénéfice d'être les dirigeants du monde. c'est pas acceptable, c'est antidémocratique, complètement. Et quand vous voyez la même ONU qui est gouvernée comme ça, qui prône la démocratie dans les pays du Tiers-Monde en faisant des leçons ! Mais c'est pas crédible. Comment voulez vous que ça soit crédible? C'est pas Possible. Or, l'aide des Nations unies, il y a même un bureau à New York. D'ingénierie démocratique où on réfléchit à ce qu'on peut faire pour aider les pays africains qui sont d'horribles dictatures à devenir démocratiques. Alors on leur envoie des urnes pour qu'ils organisent des élections. Mais bon, on est tout à fait à côté de la vérité de la démocratie. C'est pas ça. Le monde aura besoin d'une institution mondiale parce que nous sommes une communauté politique mondiale. Nous le sommes sans le savoir. Nous avons des intérêts convergents. Nous, l'humanité, d'abord, avec ce que vous soulignez à juste titre les dérèglements climatiques, mais les atteintes à la biodiversité. La question des trafics. Parce qu'enfin on défend les frontières pour empêcher les étrangers d'arriver. Mais les frontières n'existent plus pour les trafics, tous les trafics, les trafics d'armes, les trafics de personnes, les trafics d'organes, les trafics de drogue, etc. Les frontières sont totalement poreuses et donc nous sommes une

communauté mondiale face à des défis terribles. Mais nous n'avons pas le sentiment d'appartenir à une communauté politique et nous n'avons pas les quelques institutions. Il nous faut un minimum d'institutions démocratiques, au sens véritable du mot, pour gérer cette communauté mondiale.

CHAPITRE

Vous l'entendez, les institutions et les organisations internationales, l'ONU en tête, n'ont pas vraiment la faveur de Monique Chemilier-Gendreau. Pourtant, pendant des années elle même, elle a plaidé devant la Cour internationale de La Haye. Alors, est ce que c'est ça qu'il en a dégoûtée ? Ou est ce qu'au contraire, c'est une expérience enrichissante, elle nous en parle tout de suite.

Vous tirez quand même quelque satisfaction d'avoir plaidé devant la Cour internationale de La Haye ?

satisfaction...

L'impression d'un travail fait ou d'un travail utile ?

Oui, j'ai surtout l'impression d'avoir beaucoup appris. Oui, quand on est obligé de se prendre au jeu, quand on plaide une affaire devant la cour, on est pris de passion, on veut gagner, on s'auto persuade de la justesse de la cause. Il faut parce que sinon, on plaide pas bien. Mais je le vis surtout comme une expérience nécessaire pour apprendre et comprendre comment fonctionne le droit international. Et ça me ramène à ma critique quand même. Parce que même si la Cour de La Haye est composée de manière assez ouverte puisque les juges sont élus par l'Assemblée générale des Nations unies, ils représentent un peu tous les

continents. Elle est quand même dominée par le droit occidental, c'est à dire que vous avez à la fois le droit romano germanique de l'Europe et le droit anglo saxon. Mais c'est ça qui domine. C'est pas du tout le droit des autres sociétés, donc il y a une mainmise de l'Occident qui reste très prégnante. Et puis, les règles sont très étroites parce que comme le droit international est très, très peu développé et très formaliste, donc on est là pendant des heures à discuter abondamment, de savoir si dans telle règle de droit s'applique, alors on va chercher si elle a été dite par un traité. Est ce que ce traité a été reconnu par les deux États qui sont devant la cour, est-ce qu'ils ont émis des réserves? Et voilà, donc c'est une expérience à la fois, si vous voulez, au moment où on plaide... Je ne plaide pour des causes qui ont réussi à me convaincre. Donc, c'est vrai que je suis prise de passion pour ces causes au moment où je plaide. Mais c'est surtout le fait de pouvoir alimenter ma réflexion sur le droit international, ce qu'il est aujourd'hui ses limites et ce qu'il faudrait qu'on en fasse, et notamment un petit point là dessus. Ce que j'appelle de mes vœux, c'est que la juridiction de la Cour soit obligatoire pour tous les Etats parce que ce qui est absolument effarant, mais le grand public le sait très peu, c'est que la Cour n'est compétente que quand les deux Etats ont accepté de venir devant elle. C'est à dire que si vous êtes d'un État, que vous subissez un dommage d'un de vos voisins qui vous envahit ou qui vous a fait ci ou ça, vous ne pouvez aller devant la cour pour exiger qu'il soit mis en responsabilité et qu'il paye des dommages intérêts. Que s'il accepte, que si ce voisin a accepté la juridiction de la Cour, il y a plusieurs moyens de l'accepter. Il y a des États qui signent une clause par avance disant j'accepte la juridiction de la Cour, mais il y a à peu près un tiers des États du monde qui ont signé cette clause, pas plus, donc dans les autres cas. Il faut dire à votre

voisin Vous savez, je voudrais vous emmener devant la cour en responsabilité, est-ce que vous seriez d'accord ou non. Vous imaginez le nombre d'affaires qui échappent à la justice internationale ?

Il y a un droit sur lequel vous revenez dans votre livre à la fin, qui est un droit qui n'apparaît que uniquement dans la Déclaration des droits de l'homme de 1789. Le droit de résistance à l'oppression qui est en fait un droit qui permettrait d'aller contre, d'aller contre une loi ...

C'est normal qu'il ne soit pas formulé, qu'il n'existe pas comme norme puisque c'est... si vous voulez les systèmes juridiques sont des systèmes historiquement situés, qui sont le produit à un moment donné d'un rapport de force. Puis voilà, les sociétés se stabilisent autour de ce droit. Et puis, l'évolution des sociétés fait que au bout de quelques temps, quelques années ou quelques décennies, ce droit est contesté. Il faut en changer. Et donc là, vous avez le sentiment que ce droit est injuste et ça déclenche des mouvements de résistance. Mais les mouvements de résistance ne peuvent pas être légaux parce que bon, c'est vrai que la déclaration dit, parle d'un droit de résistance à l'oppression. Mais la résistance à l'oppression, elle, déborde le droit en vigueur.

Forcément,

oui, forcément. Donc voilà, c'est le point. C'est intéressant parce que ça va avec la question de la démocratie. La démocratie, c'est quelque chose qui est un projet qui ne peut jamais se poser de manière définitive, établie, ordonnée,

c'est à dire quand même s'il y a des lois qui sont posées, C'est un combat permanent, pour un moment donné, y résister

parce qu'elle règle un problème, On a l'impression que ça va, mais la vie fait que tôt ou tard, la liberté, la pulsion de liberté, en ne demandera plus. Parce que tôt ou tard aussi, ceux qui dirigent et qui ont La maîtrise de la loi vont chercher à restreindre parce que c'est la tendance générale du pouvoir.

C'est une dialectique permanente,

permanente, permanente, et c'est ça qui est épuisant, mais en même temps enthousiasmant et qui ouvre la porte à l'espoir, c'est à dire que rien n'est jamais joué, ni dans un sens ni dans l'autre. Et on le voit bien... Quand on repense à ce qu'était la résistance en France, de Gaulle qui par ailleurs est 'un personnage qui a eu certainement des défauts, qui était très autoritaire, mais quand même. C'est pour ça qu'il est tellement vénéré en France. Et on peut le comprendre, dans cette nuit qu'était la collaboration avec Pétain, des Allemands avec Pétain, cette nuit qui s'est abattue sur la France occupée. De Gaulle, tout d'un coup, dit Allons y, on y arrivera. Mais quand il a dit ça, la folie, lui même, n'était persuadé qu'il réussirait, loin de là. Et voilà. Et hop, ça déclenche quelque chose et ça passe. Et c'est vrai. Regardez quand vous prenez les mouvements actuels, on a froid dans le même dos. Hong-Kong Que va t il se passer?

l'Algérie,

l'Algérie, l'Algérie, le Soudan, le Soudan, le Soudan , Les jeunes Soudanais, les femmes notamment. ont exigé des choses formidables. Donc, voilà, et vous avez comme ça des quantités de pays où vous avez des débuts. Quelquefois, ça ne marche pas, mais il ne faut pas se décourager pour autant. Souvent, une

révolution qui a avorté permet par maturation, quelques années après, un mouvement qui réussira. Et puis réussir, ça ne veut rien dire, puisque réussir n'est jamais définitif.

Et vous dites d'ailleurs que dans un monde où ces États sont extrêmement militarisés, la lutte violente est un peu vouée à l'échec. Car ...

oui, c'est compliqué ça. Parce que si vous voulez, je suis convaincue que le capitalisme militarisé ne se laissera pas abattre comme ça. Alors si on veut le prendre de front, il faut imaginer et supposer des luttes très violentes qui seront très sanglantes. Il y a aussi, on peut essayer de pervertir le capitalisme de l'intérieur. Il faut aussi faire fonctionner les forces idéologiques dans le monde d'aujourd'hui. Les rapports de force ne sont pas que des rapports de force financiers et militaires. Les forces idéologiques sont très fortes. Il y a des quantités de combats qui se gagnent, il y a des minorités qui arrivent à obtenir des victoires sans la force par la force des idées. C'est à dire On répand des idées au début de manière très discrète, quelquefois clandestine. Et puis, la rumeur enfle, les idées prennent. On a de plus en plus de soutiens. Et puis finalement, c'est vrai dans le domaine des mœurs. C'est vrai dans le domaine des mœurs. C'est tous les combats des femmes, Ça a été ça. Nous n'avons jamais employé la violence. Et pour cause, nous avons, nous les femmes, remportées quand même un certain nombre de victoires. Pas suffisantes encore. Là encore, ça ne sera jamais fini. Mais toutes les minorités et les minorités sexuelles, les minorités religieuses, les minorités qui n'ont pas utilisé la force. Mais voilà, c'est vrai que quand les Etats utilisent leur côté là, la violence, ça peut être une violence économique ou une violence... Regardez ce qui se passe dans certains États de l'Inde

actuellement, où vous avez des milliers de gens qui sont qui se retrouvent déçus de leur nationalité, sans papiers en raison de leur appartenance religieuse , quelque chose d'une violence inouïe. A quoi ces gens-là, qu'est ce qu'on leur réserve? De toute façon, ils n'ont pas les moyens d'employer la violence, sauf des émeutes qui seraient sanglantes. Donc, c'est très difficile. Moi, je ne condamne pas par principe l'usage de la violence dans les manifestations. Quand on sait à quel point les pouvoirs en place eux sont violents, pas forcément par l'emploi de la force, mais par la force économique, par la force juridique. Donc, il n'y a pas de jugement moral à porter là-dessus. Il y a à réfléchir à ce que peuvent être des sociétés meilleures et comment faire pour gagner des avancées sociales dans les meilleures conditions. Je crois que la première chose est la force des idées.

Et ce que vous dites, ce que je comprends en vous en écoutant, c'est que tout doit toujours être débattu en permanence. Et on vit peut être une époque où le débat est difficile.

Oui. Paradoxalement, parce qu'on est à une époque où les réseaux sociaux, etc. Le développement des moyens de communication. La télé, etc. Vous avez l'impression que l'information circule de plus en plus et c'est pas vrai parce que elle circule beaucoup par mimétisme. On repasse ces mêmes choses en boucle. Le vrai débat est rare, il est rare, et c'est vrai qu'à d'autres époques où il y avait moins de moyens de communication, il y avait peut être autant, et peut être même plus de débats. aujourd'hui, avec les réseaux sociaux ça part tellement dans tous les sens à une telle vitesse et une telle reproductibilité que le contrôle est très difficile. On le voit bien avec les GAFA. Comment faire pour qu'il y ait un contrôle du contenu des réseaux sociaux ?

Est-ce que le contrôle est la bonne porte d'entrée, c'est aussi l'adolescence d'un moyen de communication.

Oui, oui, oui, mais On ne sait pas comment il va grandir.

J'ai deux dernières questions, la première, c'est Est ce que c'était mieux avant?

Moi, je suis très inquiète, mais pas forcément totalement pessimiste. Je pense qu'il y a des tas de bonnes choses. D'abord, quand même. C'est ce qui d'ailleurs fait la force de ce capitalisme. En quoi il tient tellement, c'est qu'il a quand même, il a pas fait ça par générosité. Mais le capitalisme a quand même permis à des couches de population qui n'avaient vraiment accès à aucun bien être, aucun confort matériel, d'y accéder. Il y a eu une montée en puissance si vous prenez une population, la population française. Quand j'étais petite, il y a donc très longtemps, les gens étaient, les gens des classes moyennes, moyennes, inférieures ou moyennes, n'avaient pas du tout accès au confort comme il y a aujourd'hui. Les gens vivaient dans des appartements où il n'y avait pas de salle de bain. Il y avait l'eau courante à la cuisine, c'est tout. On avait des salles de bains avec des brocs et des seaux. On n'avait pas le téléphone ou quand on avait c'était un téléphone fixe, etc. Il fallait appeler une opératrice. Voilà, donc, il y a eu une montée en puissance d'un partage du bien être et du confort. Mais l'être humain ne vit pas que de ça . Il vit aussi de la comparaison avec les autres et le fait qu'est monté en même temps que ça L'extraordinaire ouverture des inégalités maintient les frustrations. Les gens qui ont plus de confort que n'en avaient leurs grands parents Au lieu de se dire ça, voient simplement qu'ils sont quand même au RMI,

Bien sûr, les gens dans l'appartement il y a une salle de bain, ils ont un portable, mais à côté, ils voient à côté d'eux. Ils côtoient des gens qui ont des moyens très supérieurs et donc, c'est le creusement des inégalités, le problème du monde d'aujourd'hui. Ça, c'est un problème majeur, majeur ! Le fait qu'il n'y ait pas de je ne sais pas comment on peut régler ça par un nouveau, une nouvelle éthique sociale. Il n'y a pas de doute qu'il faudrait limiter les revenus des actionnaires. Les rémunérations des patrons, de certaines professions et du footballeur, etc. Voilà

donc c'était pas mieux avant. C'est inquiétant maintenant. Et on est pas totalement pessimiste.

Je pense qu'il y a des pousses favorables que l'on ne voit pas forcément tous les effets. Je pense qu'il y a chez les jeunes. Regardez la mobilisation des jeunes pour le climat. C'est étonnant et remarquable. Je crois que... regardez aux Etats-Unis, c'est des jeunes qui commencent à dire aux dirigeants et à Trump arrêtez avec les armes. C'est quand même très intéressant et le mouvement ne fait que commencer.

On est partagé.

Et ma dernière question c'est est ce que vous avez peur de la mort ?

Ah, je ne m'attendais pas à cette question.

Comme j'ai la chance d'avoir une bonne santé. Ce n'est pas dans mes préoccupations immédiates. Donc je ne sais pas si quand ça va se rapprocher. J'aurai peur. Je pense que tout le monde a peur. Ça m'étonnerait qu'on n'ait pas peur. On en a peur de l'inconnu. Comme on ne sait pas. Je pense que j'aurais peur de la mort. Oui, mais pour l'instant, ce n'est pas le cas.

Et à 30 ans, c'était le cas ?

Non... J'ai été très malade à la fin de notre séjour à Madagascar. J'avais attrapé la tuberculose en même temps que je faisais une anémie pernicieuse. Mes parents sont donc rentrés en 1946 en rapatriement sanitaire. Mes frères et sœurs avaient aussi différents ennuis. J'ai été très malade. Il y a des médecins, c'était des médecins militaires qui m'ont soigné à l'époque. Des très bons médecins et qui avaient très peu de moyens. Un Des médecins avait dit à mes parents... qu'ils valaient mieux qu'ils rentrent parce que ils étaient très inquiets sur mon sort. Je me souviens de ça. Je me suis dit Tiens, tu vas peut-être mourir, mais j'avais onze ou 12 ans. Je n'ai pas le sentiment d'avoir eu une angoisse à l'époque. Peut être parce que je sentais.. J'ai guéri très vite. Quand on est rentré... peut-être que je sentais en moi même que je n'étais pas près de la mort. Les médecins étaient inquiets, à juste raison, ils faisaient leur travail. Peut être, mais en tout cas, non, je ne crois pas.

Merci beaucoup,

je vous en prie.

CREDITS